



JUSTICIA Asbl

Organisation congolaise de promotion et de défense des droits de l'homme et du droit international humanitaire, adresse :
94 avenue Adoula coin des usines, Commune Lubumbashi, Haut Katanga /RDC, Tél : +243994075131, +243971654932,
E-mail :justicia.asbl@gmail.com, Site web : www.justiciahumanrights.org

COMMUNIQUE DE PRESSE N°004/JUST/2025

L'ENLEVEMENT DE L'OPPOSANT POLITIQUE JOHN MBANGU DU PARTI POLITIQUE ENSEMBLE POUR LA REPUBLIQUE CONSTITUE UNE DERIVE TOTALITAIRE DE TROP

JUSTICIA Asbl, une organisation de promotion et de protection des droits de l'homme, du droit humanitaire et de développement basée en République Démocratique du Congo est très sérieusement inquiète de la dégradation de la situation politique dans la Province du Haut-Katanga, plus particulièrement à la suite de l'usage des méthodes barbares par les services de sécurité procédant à l'enlèvement et détention des opposants politiques en raison de leur opinion sur la gestion du pays.

En effet, selon des vidéos devenues virales et largement partagées sur internet ce mercredi 15 janvier 2025, des éléments des services de renseignements de la police ont procédé à l'enlèvement du militant et opposant politique John MBANGU devant le siège de la radio-télévision HK6 où il participait à une émission. Il est amené à une destination encore inconnue, à en croire ses membres de famille.

Si au stade actuel, il est difficile de dire avec exactitude les motifs de cet enlèvement ignoble, suivi d'un ligotage des mains et d'une humiliation indigne dans un Etat qui se veut de droit, tout laisse croire que l'enlèvement de John MBANGU est consécutif à ses prises de position opposées au changement de la constitution, telle que voulue par le Président de la République Felix Antoine TSHISEKEDI.

JUSTICIA Asbl constate avec regret que ceux du camp qui prônent le changement de la constitution peuvent se prononcer en toute liberté et sans aucune inquiétude, alors que ceux qui s'y opposent sont très tragiquement inquiétés. C'est le cas de Jean Claude NDALA, un autre opposant et membre du parti politique Ensemble pour la République, enlevé et détenu au secret dans les cachots de l'Agence nationale des renseignements, ANR/Haut-Katanga où il a passé environ 20 jours avant son transfèrement au Parquet près le Tribunal de Grande instance de Lubumbashi.

« La politique d'intimidation ou d'étouffement des libertés d'expression et d'opinion est une pratique liberticide dans une démocratie et ne peut nullement favoriser l'éclosion de la vérité », a indiqué, Maître Timothée MBUYA, Président de JUSTICIA Asbl.

JUSTICIA Asbl invite les services de sécurité à revenir au bon sens et éviter d'exacerber la situation sociale déjà plus que tendue à la suite de la recrudescence de l'insécurité dans la Province du Haut-Katanga.

Elle invite, par ailleurs, le Président de la République à donner un mot d'ordre à tous ces services dépendant de lui pour faire cesser ces actes d'intimidation et d'harcèlement contre les opposants politiques.

Elle demande enfin aux partis politiques de l'opposition de continuer à exercer leurs droits constitutionnels de liberté d'expression démocratique sans lesquels, la dictature de triste mémoire se réinstallerait dans notre pays.

Fait à Kinshasa, le 15 janvier 2025



Pour JUSTICIA Asbl
Maître Timothée MBUYA
Président